

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRE (CCTP)

POUVOIR ADJUDICATEUR (PA)

**Ministère de l'Intérieur
PRÉFECTURE DE MAYOTTE**

REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR (R.P.A)

SECRETARIAT GÉNÉRAL COMMUN

OBJET DE LA CONSULTATION

Prestations d'élimination des nuisibles, dératisation, désinsectisation, désinfection

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES

**Date et heure limites de réception : le 21 / 03 / 2024 à 12 h 00 (heure locale de
l'adresse du RPA)**

NUMÉRO DE CONSULTATION

2025-001-SGC976-PRESTATION-3D

Table des matières

ARTICLE I : OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1 Objet du marché.....	3
1.2 Forme du marché.....	3
1.3 Durée du marché.....	3
1.4 Lieux d'exécution.....	4
ARTICLE II : REFERENCES NORMATIVES.....	4
ARTICLE III : DEFINITION DES PRESTATIONS.....	5
3.1 Les prestations préventives.....	5
3.2 Prestations curatives « ponctuelles » à traiter avec garantie de résultats.....	5
3.3 Dispositions communes à toutes les prestations.....	6
3.4 Fréquence d'intervention.....	6
3.5 Lutte préventive contre les insectes volants et rampants.....	6
3.6 Lutte préventive contre les rongeurs.....	7
3.7 Désinfection.....	8
3.8 Prestation d'urgence.....	9
ARTICLE IV : OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	9
4.1 Obligations de traçabilité.....	9
4.2 Obligations de moyens et de résultat.....	9
4.3 Devoir de conseil et assistance.....	10
4.4 Sécurité des biens et des personnes.....	10
ARTICLE V : CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE.....	10
5.1 : Responsable du suivi d'exécution.....	10
5.2 : Conditions générales d'exécution.....	10
5.3 : Engagements du Secrétariat Général Commun.....	11
5.4 : Planification.....	11
5.5 : Réunion de lancement du marché et première visite des locaux.....	11
5.6 : Comptes rendu d'intervention et rapports de visite.....	12
5.7 : Suivi périodique.....	12
ARTICLE VI : CONDITIONS D'INEXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	13
6.1 : Refus d'intervention par le bénéficiaire.....	13
6.2 : Intempéries.....	13

ARTICLE I: OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché est un marché de services

La consultation a pour objet des « **Prestations d'élimination des nuisibles, dératisation, désinsectisation, et désinfection** » des bâtiments administratifs et résidentiels pour les différents services de l'État installé à Mayotte.

1.2 Forme du marché

Le présent marché public est passé sous la forme d'un accord-cadre à prix mixtes:

- La partie forfaitaire (application de la DPGF) correspond aux prestations préventives détaillées à l'article 3.1 du CCTP;
- La partie à bons de commande (application du BPU) correspond aux prestations curatives ponctuelles détaillées à l'article 3.2 du CCTP.

La partie à bons de commande de l'accord-cadre suit les dispositions des articles R. 2162-13 et suivants du Code de la commande publique. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et est exécuté, pour cette partie, au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles précités.

Le montant maximal de l'accord-cadre est de 400 000 € HT pour la durée maximale de celui-ci reconductions comprises (4 ans), conformément à l'article R2162-4-1 du Code de la commande publique.

Lot 1 :

curatif :

maximum par année du marché : 10 000€

Lot 2 :

curatif :

maximum par année du marché : 10 000€

Lot 3 :

curatif :

maximum par année du marché : 1 000€

Lot 4 :

curatif :

maximum par année du marché : 5 000€

Lot 5 :

curatif :

maximum par année du marché : 4 000€

L'accord-cadre ne comporte pas de montant minimal.

1.3 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée ferme d'un an à compter de sa date de notification.

Le marché est ensuite renouvelable chaque année, par reconduction tacite, pour une période d'une année sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans.

La dénonciation du marché par le pouvoir adjudicateur sera notifiée par voie dématérialisée, via « Place », ou par lettre recommandée avec accusé de réception au moins un mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Aucune indemnité ne sera accordée en cas de non reconduction du présent marché public.

1.4 Lieux d'exécution

Les lieux concernés par les prestations du marché sont les suivants :

N° du Lot	Site
1	<ul style="list-style-type: none">• Préfecture de Mayotte bâtiment administratif• Secrétariat Général Commun bâtiment administratif• Résidences préfectorales et cases de passages
2	<ul style="list-style-type: none">• DEALM Mtsapere• DEALM Parc Kaweni• DEALM CEI Dzoumogne• DEALM CEI Tsimkoura• DEALM Petit Terre (CEI et Affaires Maritimes)• DEALM Subdivision Kaweni
3	<ul style="list-style-type: none">• DAC Mamoudzou
4	<ul style="list-style-type: none">• DAAF Mamoudzou• DAAF Kaweni
5	<ul style="list-style-type: none">• DEETS Mamoudzou• DEETS Kaweni

Les surfaces sont données à titre indicatif dans l'Annexe 1 « Descriptifs des sites ».

ARTICLE II : RÉFÉRENCES NORMATIVES

À titre indicatif le titulaire doit prendre en compte pour la réalisation des prestations l'ensemble des textes en vigueur, et notamment :

- Le code de la santé publique
- Le code rural

- L'ensemble des règlements sanitaires départementaux applicables dans leurs versions en vigueur

Le titulaire devra également respecter la réglementation en vigueur applicable aux travaux en hauteur ainsi que celles sur la nature des produits à utiliser.

ARTICLE III : DÉFINITION DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage en termes d'assurance qualité avec obligation de résultats. Les fournitures ainsi que les matériels sont à la charge du titulaire. La description de la prestation énoncée dans ce document n'a pas un caractère limitatif.

Sont compris dans le prix sans exception ni réserve, tous les éléments nécessaires et toutes les contraintes liées à la réalisation de la prestation.

Imprécisions et omissions : Le titulaire doit prévoir l'ensemble des opérations nécessaires à la réalisation de la mission, conformément à la réglementation de la profession.

Aucune majoration de prix ne sera possible pour raison d'omission. Le titulaire s'est rendu compte du volume et de la nature des tâches à effectuer lors de la visite.

Il a suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails omis dans ce cahier des charges. Les candidats joindront les documents essentiels à la compréhension et à l'évaluation de l'offre (moyens, structures, modalités d'action, références, etc)

3.1 Les prestations préventives

Les prestations préventives prévues au présent marché ont pour but :

- De détecter la présence et d'appliquer, à titre préventif, des produits raticides, souricides et insecticides lors de chaque visite ;
- De contrôler et de remplacer si nécessaire les appâts, selon la périodicité et les nuisibles prévus au contrat ;
- De supprimer les possibilités d'infiltration, de prolifération et d'infestation des locaux et sites ;
- La destruction des nids, fourmilières, termitières ou tout autre habitat de nuisibles.

En cas de nouvelle présence, avérée ou suspectée, de nuisibles entre deux visites préventives, le titulaire s'engage à intervenir de nouveau et autant de fois que nécessaire dans un délai de cinq jours ouvrés : **ces interventions font partie intégrante du présent contrat et ne pourront pas faire l'objet d'une facturation supplémentaire.**

3.2 Prestations curatives « ponctuelles » à traiter avec garantie de résultats

Sur demande du Pouvoir adjudicateur ou de son représentant

Les prestations curatives visent à :

- Remédier aux infestations de nuisibles **dans une ou plusieurs zones hors périmètre défini pour les prestations préventives,**
- Éradiquer des nuisibles **non prévus au contrat pour sa partie préventive.**

Pour les traitements curatifs : le titulaire est tenu à une obligation de résultat* pour une durée de trois mois à compter de la date d'intervention. Si, à l'issue de la première intervention, la présence de nuisibles perdure, le titulaire doit intervenir autant de fois que nécessaire pendant trois mois, sans supplément de commande ni de rémunération.

*L'obligation de résultat **ne concerne pas les interventions sur les extérieurs**, pour lesquels l'éradication complète des nuisibles n'est pas possible.

3.3 Dispositions communes à toutes les prestations

Pour toutes les prestations (préventives et curatives), le choix de la technique utilisée est proposé par le prestataire, car la méthode dépend des spécificités de la zone à traiter et du type de nuisibles à éradiquer.

Le titulaire doit adapter les moyens préventifs et curatifs appropriés pour enrayer ou éviter l'infestation des nuisibles dans les locaux, et pour contenir ou diminuer la population en zones extérieures.

Les techniques d'intervention doivent, au préalable, avoir obtenu l'autorisation des services prescripteurs.

3.4 Fréquence d'intervention

- La prestation de traitement préventif **contre les insectes comprend le passage 1 à 4 fois par an.**
- La prestation de traitement **contre les espèces de rongeurs** (rats, souris, etc...) **comprend le passage 1 à 4 fois par an.**

3.5 Lutte préventive contre les insectes volants et rampants

La désinsectisation consiste à éliminer les manifestations d'insectes nuisibles rampants et volants (la liste ci-dessous est non exhaustive).

Les insectes rampants :

- Les hétéroptères (punaises de lits, punaises des prés, etc) ;
- les névroptères (fourmilion, etc) ;

- les dermaptères (perce-oreilles, etc) ;
- les homoptères (pucerons, cercopes, cigales, etc) ;
- les trichoptères (phryganes, porte-bois, etc) ;
- les plécoptères (perles, etc) ;
- les phéméoptères (éphémères, etc) ;
- les caelifères (locustes, criquets, etc) ;
- les annélides (vers) ;
- les arthropodes (iules, myriapodes, scolopendres, mille-pattes, etc) ;
- les arachnides (araignées, acariens, veuve noire, tiques, opilions, etc) ;
- les pulicidés (puces, etc) ;
- les thysanoures (lépisme, etc) ;
- les gastéropodes (limaces, etc) ;
- les isopodes (cloportes, etc) ;
- Insectes xylophages(Vrillettes, termites, etc)
- les zygentomes (thysanour ou poisson d'argent, lépismes argentés, etc) ;
- les insectes parasites : les phthiraptères (poux), acariens, sarcoptes, cochenilles sur les plantes et tout autre insecte rampant susceptible d'infester les bâtiments.

Les insectes volants :

- les orthoptères (grillons, criquets, sauterelles, etc) ;
- les hyménoptères (guêpes, frelons asiatiques, frelons à pattes jaunes, fourmis, ichneumons, etc) ;
- les diptères (mouches, larvaire, moucheron, taon, moustique tigre, tipules, etc) ;
- les lépidoptères (chenilles, chenilles processionnaires, papillons, mites alimentaires, larves, teignes) ;
- les blattoptères (blattes germaniques, orientales, américaines, australiennes, rayées, cafards, etc) ;
- tout autre insecte volant susceptible d'infester les bâtiments.

Cette prestation consiste à l'élimination par application de produits de contact pulvérisés ou/et par nébulisation, tout en veillant au respect de l'environnement et à la sécurité des personnes (agents publics, techniciens, publics éventuels).

La prestation doit être particulièrement soignée dans les locaux :

- Zone de restauration collective ou individuelle ;
- Zone humides (point d'eau, toilette, etc) ;
- Zone chaude (chaufferie, local technique) ;
- Bouches de ventilation ;
- Sous-sols, vide sanitaire, réseaux, etc ;
- Pour les locaux de déchets intérieur et extérieurs, les locaux vide-ordures et les endroits bruts de béton ou en parpaing, il sera demandé de procéder à une pulvérisation d'insecticide par poudre émulsionnable à l'eau en plus de l'application du gel ou d'un liquide.

L'entreprise devra employer des produits de désinsectisation adaptés à chaque insecte, utiliser de bons appâts « pouvoir attractif » et les fixer aux endroits les plus appropriés pour permettre l'élimination des nuisibles. Les insecticides liquides

devront être prêts à l'emploi sous forme concentré ou de dose hydrosoluble et biodégradable.

L'insecticide appliqué devra être adapté à l'élimination de l'insecte objet de l'infestation, et particulièrement dans les zones habitées. Les insecticides biocides utilisés ne devront pas présenter de risques pour l'être humain, et devront être sans nuisance d'odeur et sans aucun danger d'intoxication.

Dans certains cas, le titulaire pourra procéder à une fumigation sur les sites particulièrement
Infestés.

3.6 Lutte préventive contre les rongeurs

La dératisation concerne les espèces suivantes :

- Les muridés : rat noir ou rat de grenier (*Rattus Rattus*), rat brun, rat fruitier (*Elioy's Quercinus*), rat d'égout ou surmulot (*Rattus Norvegicus*), campagnols terrestres ou rats taupiers (*Arvicola Terrestris*), mulot gris (*Apodemus Sylvaticus*), rat des prés ou campagnol des champs (*Microtus Arvalis*), souris (*Mus Musculus*), souris domestiques, etc.

Les systèmes de capture :

- Dispositifs en PVC sécurisés et homologués contenant des appâts (placébo ou toxique).

Les missions préventives suivantes devront à minima être réalisées par le titulaire :

- **Gestion des stations d'appâtage** : contrôle de leur conformité (état général et sécurisation), nettoyage et remplacement si nécessaire ;
- **Gestion des appâts** : inspection visuelle de l'état et changement systématique, utilisation d'appâts placébo si absence de rongeurs, remplacement par des appâts rodenticides en cas de présences avérées de rongeurs ;
- **Gestion de la signalétique murale et de l'étiquetage des stations** : mise en place par le Titulaire, vérification de la lisibilité et de l'adhérence au support, remplacement si nécessaire ;
- **Inspection du bâtiment** afin de s'assurer de son herméticité ;
- **Établissement d'un diagnostic** ;
- **Évacuation des cadavres**, si présent lors des contrôles.

3.7 Désinfection

La désinfection concerne les micro-nuisibles suivants :

- les bactéries telles que la salmonelle, la listéria, la campylobactère ;
- les spores bactériennes ;

- les levures ;
- les virus pathogènes et/ou indésirables ;
- les champignons microscopiques ;
- les moisissures.

Est incluse dans cette lutte :

- la désinfection / décontamination des bâtiments (tous volumes et toutes surfaces verticales ou horizontales) ;
- la désinfection des engins type véhicule et moto.

Sont exclus de cette lutte :

- la désinfection des matériels et ustensiles médicaux type instruments de laboratoire ;
- la désinfection des outillages (matériel de jardinage, hotte de cuisine, grille de ventilation) ;
- la désinfection des réseaux de ventilation et climatisation (y compris hotte de cuisine professionnelle) ;
- la désinfection des installations et des réseaux (légionellose par exemple) ;
- la désinfection des toitures et des façades ;
- la désinfection des textiles ;
- la désinfection agro-alimentaire ;
- la désinfection humaine (peau, mains), sauf contre la gale ;
- la désinfection des champignons lignivores (mérules, lenzite, gloephyllum, chaetomium, etc) qui provoquent les pourritures molles, cubiques, fibreuses des bois) ;
- les moisissures présentes dans les locaux d'archives ayant une appétence pour les papiers, colles, cuirs qui provoquent ds dégradation dans les collections d'archives ou les bibliothèques contaminées par des moisissures ;
- la désinfection/décontamination des locaux après un incendie ;
- les prestations de nettoyages sont exclues de ce présent marché.

Les prestations de désinfection seront demandées sur devis et matérialisées par un bon de commande selon la surface et les équipements et/ou mobilier à traiter. Le devis devra être établi et transmis au demandeur sous deux jours ouvrés. La date et les horaires d'intervention seront à définir au cas par cas entre le responsable local et le titulaire.

3.8 Prestation d'urgence

En cas de maladies à déclaration obligatoire ou lors d'une épidémie avérée et déclarée, une intervention de désinfection exceptionnelle sera effectuée.

La demande d'intervention urgente et exceptionnelle sera effectuée par téléphone et confirmée par mail, il sera précisé les volumes et le type de locaux, équipements et mobiliers à traiter ainsi que le type de maladie ou épidémie. Le titulaire devra fournir un numéro d'appel d'urgence fonctionnant 24h/24h 7j/7j.

ARTICLE IV : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.1 Obligations de traçabilité

Les prestations du titulaire devront respecter un protocole précis et être en conformité avec les méthodes HACCP en vigueur. Le titulaire est chargé de la mise en place et de la transmission au chef des services des moyens et de la coordination interministérielle d'une procédure de traçabilité des traitements où apparaît au minimum :

- Le classement chronologique des rapports de visite détaillé avec indication des actions conduites et/ou correctives effectuées ;
- Les produits utilisés et leurs numéros d'homologation ;
- Les fiches de données de sécurité, en français, des produits utilisés ;
- L'identification sur le mur au-dessus du poste appâté, par un autocollant, une étiquette ou une autre suggestion en cas de besoin ;
- L'implantation de chaque appât sera formalisée sur un plan fourni en annexe par le titulaire.

Un support dématérialisé de suivi de la procédure de traçabilité sera privilégié.

4.2 Obligations de moyens et de résultat

Le titulaire devra tout mettre en œuvre afin d'obtenir l'éradication des nuisibles le plus rapidement possible et devra s'adapter aux spécificités de chaque site.

Si, malgré le traitement et après intervention du prestataire, le responsable du site ne constate pas d'amélioration auprès des nuisibles (dans un délai de 5 jours ouvrés), il sera demandé au titulaire une intervention immédiate à ses frais.

De plus, il sera demandé un suivi formalisé et un fichier permettant de suivre l'activité et l'intervention avec l'historique, les produits utilisés et les actions mis en œuvre, la numérotation des appâts, les plans, affichages et informations nécessaires.

4.3 Devoir de conseil et assistance

Le titulaire est invité à conseiller et proposer toute action ou solution qu'il jugera utiles dans le cadre des obligations du présent marché.

4.4 Sécurité des biens et des personnes

Le personnel d'intervention devra respecter les règles d'hygiène, porter une tenue adaptée (vêtement, chaussure, calot et gant) et justifier d'habilitation pour intervenir dans les locaux techniques...

Le personnel devra également être vacciné et formé pour sa propre sécurité ainsi

que celle des usagers des locaux traités. Le titulaire devra être en mesure d'adapter ses moyens humains en fonction des circonstances.

ARTICLE V : CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

5.1 : Responsable du suivi d'exécution

Les personnes chargées du suivi d'exécution du présent marché au sein des services bénéficiaires sont :

- Partie administrative : le chef(fe) de bureau de la commande publique SGC
- Partie technique et logistique : le chef du bureau des moyens et assistance technique SGC

5.2 : Conditions générales d'exécution

L'ensemble des préconisations mentionnées dans le présent document constitue un minimum requis.

Outre les exigences stipulées dans le présent document, le titulaire exécute les prestations conformément aux règles de l'art et à l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes et textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes.

Le titulaire assure la veille réglementaire relative à la réalisation des prestations dont il a la charge.

5.3 : Engagements du Secrétariat Général Commun

L'efficacité des contrôles et de la régularisation des nuisibles est subordonnée au respect, par le bénéficiaire, des engagements suivants :

- Collaborer activement avec les intervenants du titulaire notamment par la collecte auprès du prestataire de tous renseignements relatifs à la nature, aux effets et conditions d'exécution des actions correctives ;
- En informant le titulaire des caractéristiques, de l'état des locaux et de la nature des activités exercées dans ceux-ci ;
- par l'exécution des actions correctives et en informant le titulaire des possibles anomalies survenues.

5.4 : Planification

La planification des interventions est soumise pour validation au chef du service des moyens et de la coordination interministérielle de la préfecture en collaboration avec le chef du bureau de la logistique et des travaux.

5.5 : Réunion de lancement du marché et première visite des locaux

Dans les quinze jours suivant la notification du présent marché, une réunion de lancement sera organisée entre le titulaire et le responsable du site concerné avec pour finalité :

- De procéder à une lecture commune des pièces du marché ;
- De prendre connaissance de l'ensemble des documents de suivi mis en place ;
- De s'entendre sur l'organisation du marché ;
- De fixer le calendrier, les délais et les différentes échéances ;
- De définir les modalités de suivi du marché en vertu de l'article 5.7 du présent CCTP ;
- De procéder à une visite, entre le titulaire et le responsable du site, de l'ensemble des locaux.

Lors de cette réunion, le titulaire devra transmettre la liste nominative de son personnel autorisé à intervenir sur les sites ainsi que les numéros d'immatriculation des véhicules.

Lors de la visite, l'intégralité des bâtiments devra être visitée afin de déterminer en accord les points sensibles, les lieux à traiter et les lieux à surveiller, avec retranscription dans un document de suivi.

5.6 : Comptes rendu d'intervention et rapports de visite

Pour chaque visite, le titulaire devra fournir un bon d'intervention signé avec la date et le nom de l'intervenant. Un résumé de l'intervention devra faire apparaître les opérations effectuées et les solutions ou préconisations souhaitées.

Lors de la première intervention, il est également remis au responsable du site :

- Le bilan sanitaire initial ;
- Les fiches techniques des pesticides utilisés.

Pour chaque éventuelle capture, une fiche de capture indiquant la date, l'heure, le responsable de l'intervention, l'espèce et l'état de santé de l'animal devra être communiqué au responsable du site.

5.7 : Suivi périodique

Dans le cadre de la méthode HACCP, il sera demandé un suivi formalisé, si possible en version dématérialisée, permettant de suivre l'activité et les différentes interventions avec l'historique, les produits utilisés, les actions mises en œuvre, la numérotation des appâts, les plans, affichages et informations nécessaires.

Les modalités de suivi du marché seront à définir entre le titulaire et le bénéficiaire lors de la réunion de lancement de marché. À ce titre, des suivis réguliers devront avoir lieu au cours desquels un point de situation sera effectué quant à l'efficacité des prestations et du personnel.

Le responsable du site pourra demander à tout moment le remplacement du personnel d'intervention pour des motifs professionnels ou autres dans un délai de 15 jours, ce délai peut être réduit à 24 heures si le motif provient d'un non-respect caractérisé des clauses du présent marché, ou en cas de faute grave caractérisée.

5.8 : Clauses sociales

Le titulaire de l'accord-cadre veille à mettre en place un plan de progrès social sur les axes suivants :

Égalité hommes/femmes ;

Emplois de personnes en situation de handicap ;

Bien-être au travail.

5.9 : Clauses environnementales

Le titulaire s'engage aux côtés de la Préfecture de Mayotte dans une démarche de développement durable pour l'exécution du présent accord-cadre :

Composition des produits :

Il doit être attentif à la composition des produits utilisés et notamment à leur caractère écologique / polluant / toxique. Il doit être détenteur du certificat «certibiocide nuisibles» (TP 14, 15, 18 et 20), conformément à l'arrêté « certibiocide» :

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000028214219>

<https://www.ecologie.gouv.fr/produits-biocides>

Le titulaire doit fournir les fiches de données sécurité (FDS) des produits utilisés dans le cadre de ses interventions.

Valorisation des déchets :

Le titulaire agit en faveur du réemploi, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage. La valorisation et l'élimination des déchets créés lors de son intervention sont de sa responsabilité. Il veille à ce que soient effectuées

les opérations de collecte, de tri et de traitement des déchets, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE VI : CONDITIONS D'INEXÉCUTION DES PRESTATIONS

6.1 : Refus d'intervention par le bénéficiaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser une intervention pour les raisons suivantes :

- Visites ministérielles,
- Réceptions ou autres.

Dans les deux cas susmentionnés, aucune majoration ou surcoût lié au déplacement ne pourra être facturée. La prestation devra être effectuée par le titulaire du marché après une nouvelle consultation du pouvoir adjudicateur dans les délais requis.

6.2 : Intempéries

En cas d'intempéries rendant le travail impossible, constatées par le pouvoir adjudicateur ou son représentant, le titulaire peut remettre son exécution au 1^{er} jour suivant le rétablissement des conditions optimales. Si nécessaire, ce jour est défini en accord avec l'administration.